

TITRE : Une « marche pour la vie » aux couleurs de l'Espagne à Paris

Entre 16 et 40.000 manifestants ont défilé dimanche 19 janvier à Paris, en soutien à la future loi anti-avortement espagnole et contre les amendements discutés ce lundi à l'Assemblée nationale.

La Marche pour la Vie, à Paris, le 19 janvier 2014.

Vêtus de foulards rouges et brandissant des pancartes aux couleurs de l'Espagne, plusieurs milliers de manifestants s'étaient réunis, dimanche 19 janvier, à Paris. Dans la foulée du mouvement « Manif pour tous », ils étaient venus soutenir la [future loi espagnole anti-avortement](#) et s'opposer aux [amendements sur l'IVG](#) discutés lundi 20 janvier à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la [loi égalité homme-femme](#).

« Je suis venue soutenir les Espagnols, qui traversent une crise économique très difficile mais se battent pour défendre des valeurs essentielles », expliquait ainsi Dominique, 46 ans, deux drapeaux jaunes et rouges peints sur les joues. « Ils nous envoient un message d'espérance », poursuivait cette militante qui participait pour la sixième fois à une « Marche pour la vie ».

UN PRINCIPE : LE RESPECT DE LA VIE

L'actualité française était aussi très présente, hier, à la veille du débat parlementaire sur deux amendements concernant l'avortement. « En supprimant la notion de « détresse », le gouvernement bouleverse le sens de la loi Veil qui ne faisait pas de l'avortement un droit mais une exception au principe fondamental de respect de la vie », explique Cécile Edel, porte-parole du collectif [« En marche pour la vie »](#). Alors que chaque année, 220 000 femmes avortent en France, ce collectif défend une position extrême, celle de « l'avortement zéro », même pour les victimes de viol.

« Quant à l'amendement étendant le « délit d'entrave » aux sites pro-vie, reprend la porte-parole, il vise à bâillonner les défenseurs de la vie, ceux qui pensent que l'avortement est une souffrance et qu'il existe des solutions alternatives », comme l'ouverture de centres d'accueil pour les femmes en détresse. Au départ de la manifestation, dimanche, des panneaux rouge et jaune proclamaient ainsi : « Info menacée = IVG imposée ». « Il n'y a plus qu'une pensée en France, qu'un discours autorisé, celui des pro-avortement », déplorait Julie, 41 ans, venue avec ses quatre enfants.

DES ANCIENS DE LA MANIF POUR TOUS

Julie a défilé pour la première fois de sa vie l'an dernier, avec la « Manif pour tous », tout comme Monique, retraitée de 70 ans, venue défendre « la vie, toutes les vies, de la conception à la mort. L'IVG est un drame de conscience qui vous suit toute la vie. Il ne faut pas le banaliser. » Avant la [loi famille](#) et celle sur [la fin de vie](#), les manifestants voulaient envoyer un message fort au gouvernement, comme l'explique Max, 71 ans : « Il nous a déclaré la guerre avec la loi Taubira. Qu'il sache que nous nous battons contre leurs lois mortifères, pour le respect absolu de toutes les vies humaines. »

C'est aussi pour ce combat que la [Fondation Jérôme Lejeune](#) s'est associée à la marche de dimanche. « En supprimant la notion de détresse, on crée un droit à l'avortement qui n'est pas acceptable, explique Jean-Marie Le Méné, son président. On ouvre la porte aux avortements eugéniques, aux choix de l'enfant à la carte. D'ores et déjà, 97 % des enfants porteurs de Trisomie 21 sont exterminés. » Sa fondation, elle aussi, prône « l'avortement zéro ».

UN RASSEMBLEMENT DES PRO-IVG

En marge de cette manifestation, un défilé avait été organisé, quelques rues plus loin, par des militants pro-avortement. Quelques centaines de personnes, essentiellement des femmes, avaient répondu à l'appel. Elles défilaient derrière des banderoles « Mon corps m'appartient » et « Féministes tant qu'il le faut ».

Une grande manifestation, lancée notamment par le collectif [Osez le féminisme !](#), sera organisée par les pro-avortement, le 1^{er} février prochain, pour « défendre le droit à l'avortement en Espagne et partout dans le monde ».

Flore Thomasset